



Déclaration du 25 janvier de l'intersyndicale

Les organisations syndicales de salariés sont reçues aujourd'hui par la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif à la réforme des retraites. Nous sommes aujourd'hui présents, responsables de nos organisations, pour réaffirmer collectivement notre opposition au projet de réforme qui va à l'encontre des intérêts des travailleurs en décalant l'âge légal de départ en retraite à 64 ans et en accélérant l'allongement de la durée de cotisation.

Cette réforme est d'autant plus injuste qu'elle va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses, et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, les plus précaires, mais aussi celles et ceux dont la pénibilité des métiers n'est pas reconnue.

L'ensemble de nos organisations, unies contre ce projet, ont annoncé une première journée de grève interprofessionnelle et de mobilisation jeudi 19 janvier qui a été un succès massif, rassemblant 2 millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, de jeunes et de retraités.

Nos organisations peuvent également compter sur le soutien de la population : la pétition intersyndicale rassemble à date, 750 000 signatures. 70 % des Français rejettent la réforme et 2/3 des Français soutiennent les mobilisations.

Nous avons appelé à multiplier, d'ici 31 janvier, date de la prochaine mobilisation, les actions et initiatives partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

Notre système de retraites par répartition n'est pas en danger et rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale. Contrairement aux assertions du gouvernement, l'état de notre système de retraite est loin d'être inquiétant. Un excédent de 900 millions d'euros a été dégagé en 2021, alors qu'un déficit était projeté. Le Conseil d'orientation des retraites estime également qu'il n'y a pas de dynamique non contrôlée des dépenses de retraite.

Attachées à un meilleur partage des richesses, les organisations syndicales n'ont eu de cesse pendant la concertation avec le gouvernement de proposer d'autres solutions de financement. Jamais le gouvernement, arc-bouté sur son projet, ne les a étudiées sérieusement.

Pour nos organisations d'autres solutions doivent être apportées notamment pour une réelle politique de l'emploi ; la prise en compte des difficultés d'emploi des seniors ; lutter contre les inégalités auxquelles font face les femmes qui ont souvent des carrières incomplètes ou des temps partiels subis ; développer l'accès à la formation professionnelle afin de permettre des reconversions aux travailleurs dans les secteurs où il y a le plus de risques et de pénibilité.

Les préoccupations des Français aujourd'hui sont l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat.

L'intersyndicale appelle toute la population à se mobiliser encore plus massivement le 31 janvier pour dire non à cette réforme injuste.

Paris le 25 janvier 2023